Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 23 février 2000
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Commerce de détail,** décembre 1999 et 1999 — 2
  Les détaillants terminent en force une année prospère. Les ventes au détail ont en effet progressé de 2,0 % en décembre, consolidant ainsi les résultats cumulatifs de 1999, qui ont été de 5,8 % supérieurs à ceux de 1998.

- **Investissements privés et publics,** perspectives de 2000 — 8
  Selon les prévisions, les investissements privés et publics, y compris dans l'habitation, augmenteront de 1,3 % en 2000, ce qui portera le total des investissements en capital à 176,6 milliards de dollars. L'investissement dans l'habitation devrait augmenter pour une cinquième année d'affilée et atteindre 43,0 milliards de dollars, tandis que l'investissement dans les installations et l'équipement devrait être de 133,6 milliards de dollars.

- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières,** décembre 1999 — 12
  En décembre, les investisseurs étrangers ont réduit la valeur de leur portefeuille de titres canadiens. Le désinvestissement observé a contribué à réduire au niveau le plus faible observé depuis 25 ans l'ensemble des investissements effectués en 1999 par des étrangers dans des titres canadiens. De leur côté, les investisseurs canadiens ont encore accru la valeur de leur portefeuille de titres étrangers. Cela a contribué à faire de 1999 une deuxième année record consécutive en ce qui a trait aux investissements dans des titres étrangers qui ont atteint 23 milliards de dollars.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi, décembre 1999 — 15

NOUVELLES PARUTIONS

17

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Commerce de détail

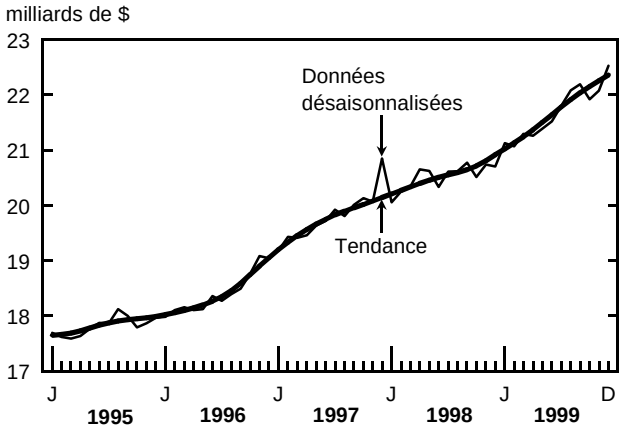
Décembre 1999 et 1999 (données provisoires)

Les détaillants terminent en force une année prospère. Les ventes au détail ont en effet progressé de 2,0 % en décembre, consolidant ainsi les résultats cumulatifs de 1999, qui ont été de 5,8 % supérieurs à ceux de 1998.

En décembre, les détaillants ont vendu des biens et des services d'une valeur cumulative de 22,5 milliards de dollars, ce qui a porté le total pour l'année 1999 à 260,4 milliards de dollars. La progression généralisée des ventes observée en décembre fait suite à une hausse de 0,7 % en novembre, qui provenait principalement du secteur de l'automobile.

Les détaillants voient leurs ventes progresser depuis l'automne 1998, à la suite de faibles gains enregistrés au cours du printemps et de l'été de la même année. Avant ce ralentissement, les ventes au détail avaient généralement progressé depuis le début de 1996.

Les détaillants ont terminé l'année 1999 avec d'excellentes ventes



La plupart des détaillants ont déclaré des ventes en hausse en décembre

En décembre, les consommateurs ont dépensé davantage dans cinq des sept secteurs de la vente au détail, et ce dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve (-0,2 %). La Colombie-Britannique a affiché la hausse des ventes la plus importante (+3,8 %) et elle est suivie des trois provinces des Prairies, qui ont enregistré une progression de 2,7 % ou davantage.

Note aux lecteurs

À la fin de chaque année civile, les données désaisonnalisées font l'objet d'une révision, afin de les faire correspondre au total des estimations non désaisonnalisées. Les révisions relatives à l'année civile 1999 seront publiées en avril. Afin de présenter une analyse par province et par secteur, toutes les comparaisons annuelles du présent communiqué sont fondées sur la somme des estimations non désaisonnalisées. Le reste de l'analyse est fondée, comme à l'habitude, sur des données désaisonnalisées. La répartition des produits par secteur qui est mentionnée ici est tirée de l'Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail et est fondée sur les données relatives aux trois premiers trimestres de 1999.

Pour un deuxième mois d'affilée, les détaillants du secteur de l'automobile ont affiché la hausse la plus importante (+3,7 %) en décembre, après avoir déjà enregistré une progression des ventes tout aussi remarquable de 3,3 % en novembre. L'inquiétude au sujet du problème informatique de l'an 2000 et les festivités entourant le nouveau millénaire pourraient avoir aidé les magasins d'alimentation (+2,1 %) à réaliser le deuxième plus important gain mensuel de décembre. Ces détaillants avaient fait état d'une progression des ventes de 0,7 % en novembre.

Les ventes des magasins de marchandises diverses ont rebondi en décembre (+1,5 %), après la baisse de 4,8 % observée en novembre, qui était attribuable principalement à la fermeture des magasins Eaton. Les consommateurs sont retournés dans les magasins de meubles en décembre, où ils ont accru leurs achats de 1,0 %, après s'être abstenus en novembre (-1,9 %). Les magasins de vêtements ont indiqué une légère hausse de leurs ventes en décembre (+0,3 %), après un recul de 1,9 % en novembre.

Les seules baisses des ventes observées en décembre touchent les pharmacies (-1,1 %) et les magasins appartenant à la catégorie «autres magasins de détail» (-0,5 %). Cette catégorie comprend notamment les magasins de boissons alcoolisées, d'articles de sport, ainsi que les quincailleries et les librairies.

1999: les détaillants ont connu une excellente année

Les gains réalisés par les détaillants en 1999 (+5,8 %) viennent au troisième rang pour l'ensemble de la décennie, après les solides performances enregistrées en 1997 (+7,6 %) et en 1994 (+7,0 %). Les ventes ont progressé dans

tous les secteurs, et les magasins de meubles, les magasins du secteur de l'automobile, les magasins de marchandises diverses et les magasins appartenant à la catégorie «autres magasins de détail» ont affiché des augmentations supérieures à la moyenne. La progression de l'ensemble des ventes au détail enregistrée en 1999 fait suite à une hausse de 3,6 % en 1998.

Environ le tiers de la hausse des ventes en 1999 est attribuable aux prix plus élevés, alors que les prix sont demeurés essentiellement inchangés en 1998. Si l'on exclut l'effet des prix, les ventes au détail ont augmenté de 4,0 % en 1999, alors que la hausse annuelle est demeurée à 3,6 % en 1998.

Le crédit à la consommation a continué d'être un important facteur favorisant les ventes en 1999. Au cours des 11 premiers mois de l'année (la période la plus récente pour laquelle on dispose de données), le crédit à la consommation (+7,2 %) a enregistré une progression presque deux fois supérieure à celle du revenu personnel total (+3,8 %).

Les articles coûteux ont été très en demande en 1999

Pour une deuxième année consécutive, les magasins de meubles (+9,1 %) ont enregistré la plus forte progression des ventes en 1999. Ce secteur fait grand usage d'incitations au crédit. La vigueur qu'affichent depuis quelques années les magasins de meubles est due en partie à la confiance des consommateurs et à la disposition de ces derniers à s'endetter davantage. Les ventes des magasins de meubles n'ont pas cessé de progresser depuis le printemps 1996.

Après avoir connu une année décevante en 1998 (+1,5 %), les détaillants du secteur de l'automobile ont vu leurs ventes augmenter de 7,5 % en 1999. Une forte demande de véhicules automobiles et une hausse des ventes des stations-service attribuable aux prix de l'essence expliquent la croissance du secteur de l'automobile en 1999. L'augmentation des ventes de véhicules automobiles d'occasion observée en 1999 a été plus de deux fois supérieure à celle des véhicules neufs. Les consommateurs font affluer de l'argent dans ce secteur depuis l'automne 1998, après une période de modération des dépenses qui avait commencé au printemps 1997.

Les détaillants transigeant un grand éventail de gammes de produits ont gagné du terrain en 1999

Malgré la restructuration dont a fait l'objet leur secteur, les magasins de marchandises diverses ont affiché une progression de 7,1 % de leurs ventes en 1999. Ces établissements ont accru leur part de marché en 1999, au détriment des détaillants spécialisés, dans le cas d'articles comme les vêtements, les chaussures et les produits de santé et de beauté. Les ventes des magasins de marchandises diverses progressent depuis le début de 1996, malgré les reculs observés au printemps 1998 et à l'automne 1999.

En 1999, les ventes des magasins de boissons alcoolisées, de vin et de bière (+11,4 %) ont fait progresser les ventes des magasins appartenant à la catégorie «autres magasins de détail» (+6,4 %). Les établissements classés dans cette catégorie connaissent des ventes vigoureuses depuis le début de 1997.

En 1999, les ventes des pharmacies ont progressé de 3,8 % par rapport à 1998. Ces établissements ont continué de perdre une partie du marché de leurs principales gammes de produits, comme les produits de santé et de beauté, qui a été conquise par les magasins d'alimentation et les magasins de marchandises diverses. Dans l'ensemble, les ventes des pharmacies progressent depuis le début de 1999, après une période de reculs observés dans la deuxième moitié de 1998.

Les ventes des magasins de vêtements se sont accrues de 3,1 % en 1999. Au sein de ce secteur, les établissements appartenant à la catégorie «autres magasins de vêtements», qui vendent notamment des vêtements pour la famille, ont été les seuls à avoir enregistré une progression importante (+6,7 %) de leurs ventes. Les magasins de vêtements pour femmes ont affiché une hausse des ventes de 1,9 %, alors que les magasins de chaussures (-2,6 %) et les magasins de vêtements pour hommes (-2,3 %) ont connu une baisse. Dans l'ensemble, malgré des périodes de faible croissance, les magasins de vêtements voient leurs ventes progresser depuis le début de 1996.

Les ventes des magasins d'alimentation ont également augmenté (+2,4 %) en 1999 par rapport à 1998. Cependant, si ces établissements ont été en mesure de faire ressortir une progression, c'est en partie parce qu'ils ont vendu davantage de produits non alimentaires. Les ventes de ces produits représentent environ 20 % de toutes les ventes des magasins d'alimentation. Dans l'ensemble, les ventes des magasins d'alimentation sont généralement en hausse depuis le printemps 1996.

Ventes au détail par secteur

	1998	1999	1998 à 1999
	millions de $		var. en %
Meubles	12 536	13 672	9,1
Véhicules automobiles	94 501	101 628	7,5
Magasins de marchandises diverses	27 956	29 950	7,1
Magasins de détail non classés ailleurs	26 643	28 353	6,4
Total des ventes au détail	**246 161**	**260 426**	**5,8**
Pharmacies	12 944	13 431	3,8
Vêtements	13 917	14 344	3,1
Aliments	57 664	59 048	2,4

Les ventes au détail ont progressé dans l'ensemble du pays en 1999

Toutes les provinces et tous les territoires ont constaté une progression des ventes au détail en 1999. Cependant, les hausses ont été beaucoup plus importantes dans le centre et dans l'est du pays.

Dans l'ensemble, les consommateurs des provinces de l'Atlantique ont augmenté leurs dépenses de 7,0 % en 1999. L'Île-du-Prince-Édouard (+10,5 %), le Nouveau-Brunswick (+8,5 %) et Terre-Neuve (+6,9 %) ont affiché des gains supérieurs à la moyenne nationale. La hausse des ventes enregistrée en Nouvelle-Écosse (+5,4 %) a été légèrement inférieure à cette moyenne.

À l'Île-du-Prince-Édouard, où l'on enregistre les meilleurs résultats de toutes les provinces en 1999, tous les secteurs de la vente au détail ont affiché une progression des ventes, à l'exception des pharmacies. L'arrivée de plusieurs nouveaux détaillants dans la province pourrait avoir aidé à garder les consommateurs dans les établissements de l'île en 1999. Dans l'ensemble, les ventes au détail sont généralement en progression depuis le début de 1999, après une période de baisse des ventes observée dans la deuxième moitié de 1998.

Les détaillants de l'Ontario ont connu une année record en 1999, affichant leur meilleure progression des ventes (+7,8 %) de la décennie. Les augmentations réalisées par les magasins de meubles et dans le secteur de l'automobile ont atteint des taux supérieurs à 10,0 %. Les autres secteurs ont également connu une augmentation importante de leurs ventes. Dans l'ensemble, les ventes au détail progressent à grands pas en Ontario depuis l'été 1996.

Au Québec, les ventes au détail ont augmenté de 6,0 % en 1999, principalement grâce aux secteurs de l'automobile (+9,6 %) et du meuble (+9,0 %). Les magasins de vêtements ont affiché une hausse de 0,5 % de leurs ventes, tandis que les pharmacies ont fait état d'une baisse (-1,8 %). Les détaillants du Québec voient leurs ventes augmenter depuis l'été 1998, malgré le ralentissement observé au cours de la première moitié de 1999.

Des ventes au ralenti dans le secteur de l'automobile ont freiné à 3,7 % la progression des ventes au détail dans l'ensemble des provinces des Prairies. Les consommateurs de l'Alberta ont dépensé davantage (+4,5 %) dans les magasins que leurs voisins du Manitoba (+3,0 %) et de la Saskatchewan (+1,5 %). La vigueur retrouvée de l'industrie pétrolière pourrait avoir contribué aux récentes hausses des ventes au détail en Alberta, tandis que les prix des céréales peu élevés ont limité les dépenses des consommateurs au Manitoba et en Saskatchewan. Les augmentations observées dans les trois provinces des Prairies ont été plus fortes au cours de la deuxième moitié de 1999.

En 1999, les détaillants de la Colombie-Britannique ont affiché une hausse de 1,8 % de leurs ventes. Cette dernière fait suite à un recul de 2,0 % en 1998. Les consommateurs de la Colombie-Britannique ont boudé les concessionnaires d'automobiles, les ventes de ce secteur n'ayant pratiquement pas varié en 1999. Dans l'ensemble, le secteur de la vente au détail de la Colombie-Britannique se renforce depuis l'automne 1998, après une année de baisses générales des ventes. En fait, en décembre 1999, les ventes ont atteint un niveau qui était de 7,9 % supérieur à celui enregistré au creux de la vague, en octobre 1998.

Ventes au détail par province et territoire

	1998	1999	1998 à 1999
	millions de $		var. en %
Île-du-Prince-Édouard	1 044	1 153	10,5
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut[1]	511	560	9,5
Nouveau-Brunswick	5 958	6 466	8,5
Ontario	92 376	99 612	7,8
Terre-Neuve	3 883	4 150	6,9
Québec	56 926	60 353	6,0
Canada	**246 161**	**260 426**	**5,8**
Yukon	312	329	5,5
Nouvelle-Écosse	7 648	8 061	5,4
Alberta	28 065	29 325	4,5
Manitoba	8 772	9 031	3,0
Colombie-Britannique	33 045	33 654	1,8
Saskatchewan	7 621	7 732	1,5

[1] *Ces territoires ont été réunis parce que des données distinctes ne sont disponibles que depuis janvier 1999. Les ventes totales en 1999 se sont chiffrées à 386 millions de dollars pour les Territoires du Nord-Ouest et à 174 millions de dollars pour le Nunavut.*

Indicateurs connexes pour janvier

En janvier, le nombre total d'emplois a continué de progresser (+0,3 %), poursuivant ainsi la forte tendance à la hausse qui avait commencé il y a trois ans. En revanche, des sources du secteur de l'automobile prévoient une baisse substantielle des ventes de véhicules neufs en janvier. Le nombre de mises en chantier a baissé de 7,8 % en janvier, ce qui représente le plus important recul mensuel observé depuis plus d'un an.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2399 et 2400 (matrices principales), 2299, 2397, 2398, 2401 à 2416 et 2418 à 2420.

Le numéro de décembre 1999 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XPB, 21 $ / 206 $; 63-005-XIB, 16 $ / 155 $) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le numéro 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (*gratpau@statcan.ca*), Section du commerce de détail, Division de la statistique du commerce. □

Ventes au détail

	Décembre 1998	Septembre 1999[r]	Octobre 1999[r]	Novembre 1999[r]	Décembre 1999[p]	Novembre à décembre 1999	Décembre 1998 à décembre 1999
	données désaisonnalisées						
	millions de $					var. en %	
Aliments	**4 817**	**4 930**	**4 944**	**4 976**	**5 081**	**2,1**	**5,5**
Supermarchés d'alimentation et épiceries	4 458	4 562	4 576	4 604	4 707	2,2	5,6
Tous les autres magasins d'alimentation	359	368	367	372	374	0,4	4,2
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	**1 070**	**1 126**	**1 125**	**1 140**	**1 128**	**-1,1**	**5,4**
Vêtements	**1 148**	**1 171**	**1 219**	**1 196**	**1 199**	**0,3**	**4,5**
Magasins de chaussures	139	129	140	128	136	6,0	-2,5
Magasins de vêtements pour hommes	129	127	133	130	128	-1,2	-0,5
Magasins de vêtements pour femmes	362	361	378	381	377	-1,2	4,1
Autres magasins de vêtements	518	553	567	557	559	0,4	7,9
Meubles	**1 089**	**1 142**	**1 201**	**1 179**	**1 191**	**1,0**	**9,3**
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	882	929	978	946	968	2,3	9,8
Magasins d'accessoires d'ameublement	208	213	223	232	223	-4,2	7,3
Véhicules automobiles	**7 968**	**8 865**	**8 460**	**8 736**	**9 058**	**3,7**	**13,7**
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	5 465	6 079	5 661	5 889	6 134	4,2	12,3
Stations-service	1 277	1 527	1 547	1 557	1 607	3,2	25,9
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 227	1 259	1 253	1 291	1 316	2,0	7,3
Magasins de marchandises diverses	**2 370**	**2 578**	**2 561**	**2 438**	**2 473**	**1,5**	**4,4**
Magasins de détail non classés ailleurs	**2 241**	**2 377**	**2 404**	**2 410**	**2 398**	**-0,5**	**7,0**
Autres magasins de produits semi-durables	689	709	716	715	680	-4,9	-1,2
Autres magasins de produits durables	567	582	590	581	586	0,9	3,3
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	985	1 085	1 098	1 114	1 132	1,6	15,0
Total, ventes au détail	**20 703**	**22 188**	**21 915**	**22 076**	**22 528**	**2,0**	**8,8**
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	**15 238**	**16 109**	**16 254**	**16 187**	**16 394**	**1,3**	**7,6**
Provinces et territoires							
Terre-Neuve	323	353	347	354	353	-0,2	9,2
Île-du-Prince-Édouard	86	100	99	100	101	1,1	17,8
Nouvelle-Écosse	651	681	682	685	697	1,7	7,0
Nouveau-Brunswick	494	551	546	550	561	2,1	13,7
Québec	4 823	5 098	5 034	5 087	5 180	1,8	7,4
Ontario	7 775	8 483	8 441	8 478	8 588	1,3	10,5
Manitoba	737	774	737	756	782	3,5	6,1
Saskatchewan	630	657	632	656	674	2,7	7,0
Alberta	2 360	2 566	2 497	2 509	2 580	2,8	9,3
Colombie-Britannique	2 752	2 849	2 826	2 825	2 933	3,8	6,6
Yukon	26	28	27	28	29	4,0	9,2
Territoires du Nord-Ouest	..	33	34	34	36	5,6	..
Nunavut	..	15	15	15	14	-2,8	..

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
.. *Données indisponibles.*

Ventes au détail

	Décembre 1998	Novembre 1999[r]	Décembre 1999[p]	Décembre 1998 à décembre 1999
	données non désaisonnalisées			
	millions de $			var. en %
Aliments	**5 183**	**4 675**	**5 593**	**7,9**
Supermarchés d'alimentation et épiceries	4 740	4 325	5 124	8,1
Tous les autres magasins d'alimentation	443	351	469	5,8
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	**1 342**	**1 121**	**1 425**	**6,2**
Vêtements	**1 915**	**1 323**	**2 019**	**5,4**
Magasins de chaussures	177	140	177	0,1
Magasins de vêtements pour hommes	262	157	262	-0,1
Magasins de vêtements pour femmes	584	409	608	4,1
Autres magasins de vêtements	893	617	973	9,0
Meubles	**1 571**	**1 307**	**1 740**	**10,8**
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 307	1 046	1 456	11,4
Magasins d'accessoires d'ameublement	264	261	284	7,7
Véhicules automobiles	**7 343**	**8 468**	**8 473**	**15,4**
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	4 732	5 513	5 392	13,9
Stations-service	1 261	1 523	1 617	28,2
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 350	1 432	1 464	8,5
Magasins de marchandises diverses	**3 953**	**2 961**	**4 145**	**4,9**
Magasins de détail non classés ailleurs	**3 509**	**2 361**	**3 813**	**8,7**
Autres magasins de produits semi-durables	1 073	768	1 062	-1,1
Autres magasins de produits durables	1 070	554	1 128	5,4
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 366	1 039	1 623	18,8
Total, ventes au détail	**24 816**	**22 215**	**27 207**	**9,6**
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	**20 084**	**16 703**	**21 816**	**8,6**
Provinces et territoires				
Terre-Neuve	395	371	428	8,6
Île-du-Prince-Édouard	103	97	120	16,6
Nouvelle-Écosse	788	700	856	8,5
Nouveau-Brunswick	591	557	673	13,9
Québec	5 432	5 027	5 870	8,1
Ontario	9 605	8 661	10 675	11,1
Manitoba	898	761	968	7,8
Saskatchewan	760	667	820	8,0
Alberta	2 873	2 542	3 177	10,6
Colombie-Britannique	3 293	2 762	3 531	7,2
Yukon	28	25	31	11,3
Territoires du Nord-Ouest	..	31	41	..
Nunavut	..	14	17	..

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
.. *Données indisponibles.*

■

Investissements privés et publics

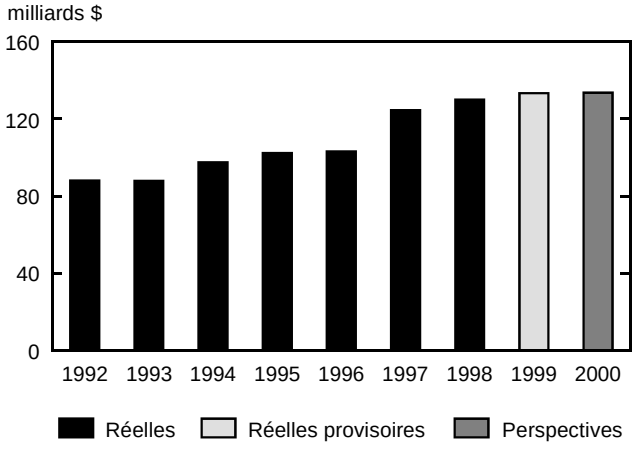
Perspectives de 2000

Selon les prévisions, les investissements privés et publics, y compris dans l'habitation, augmenteront de 1,3 % en 2000, ce qui portera le total des investissements en capital à 176,6 milliards de dollars. L'investissement dans l'habitation devrait augmenter pour une cinquième année d'affilée et atteindre 43,0 milliards de dollars, en hausse de 5,1 %, tandis que l'investissement dans les installations et l'équipement devrait être de 133,6 milliards de dollars, en légère hausse (+0,1 %) par rapport à 1999.

Pour les installations et l'équipement, cette stabilisation s'explique dans une certaine mesure par l'achèvement de grands projets d'immobilisations ces dernières années. Bien que stable, cet investissement arrive après six augmentations consécutives et s'accompagne de taux records d'utilisation de capacité. Selon les prévisions, l'investissement en machines et matériel diminuera de 3,7 % pour se situer à 71,8 milliards en 2000, tandis que la construction non résidentielle devrait augmenter de 5,0 % pour atteindre 61,8 milliards de dollars.

Les dépenses en installations et équipement en 2000 demeurent presque inchangées malgré une formidable reprise des dépenses des industries du pétrole et du gaz. Ce rebondissement des dépenses traduit la remontée des prix du pétrole depuis le dernier trimestre de 1999. L'augmentation est épongée par un recul de la construction de pipelines à la suite de l'achèvement de plusieurs grands chantiers et par la diminution continue du nombre de véhicules acquis par les entreprises de location pour l'année qui vient.

Les dépenses en installations et en équipement se stabilisent



Note aux lecteurs

L'Enquête sur la perspective en matière d'investissement est menée auprès d'un échantillon de 27 000 entreprises, administrations publiques et établissements. Le taux de réponse à l'enquête, qui a été réalisée d'octobre 1999 à la fin de janvier 2000, a été de 72 %, ce qui représente 81 % du poids de l'échantillon visé. Le coefficient de variation, qui permet de mesurer la précision des données, est de 0,5 % à l'échelle du Canada. Les données publiées dans le présent communiqué sont annualisées en fonction de l'année civile et exprimées en dollars courants.

La plus forte augmentation devrait venir du pétrole et du gaz

La plus forte augmentation vient du secteur de l'extraction pétrolière et gazière, où la remontée des prix du pétrole a fait doubler l'activité de forage par rapport à la même période de 1999. L'investissement dans les puits de pétrole et de gaz reflète cette progression, passant de 17,3 % à 17,8 milliards de dollars.

Hausse des investissements des administrations publiques

L'augmentation des investissements des administrations publiques, qui atteignent actuellement 14,4 milliards de dollars, est attribuable aux administrations municipales. Les administrations locales comptent augmenter leurs dépenses d'investissement de 12,5 %, ce qui les amènera à 8,4 milliards de dollars. Ce gain est essentiellement concentré dans les dépenses d'infrastructure des transports.

Fin des projets de pipelines

Le démantèlement de plusieurs chantiers de construction de pipelines à l'échelle du pays a provoqué une baisse des investissements dans l'industrie des pipelines en 2000. Les dépenses, qui ont diminué de 47,0 % à la suite de ces achèvements, sont désormais de 2,2 milliards de dollars.

La location continue de perdre de son intérêt

Les entreprises de location d'automobiles continuent de prédire une diminution des attentes en matière de location de véhicules. Leur investissement en machines et matériel à louer devrait tomber de 11,4 %, ou de 1,3 milliard, en 2000. Cela marque la deuxième année consécutive de réduction des attentes et coïncide avec la tendance à la hausse des ventes d'automobiles.

Les industries manufacturières maintiennent leur précédent niveau

Si les investissements des industries manufacturières semblent stables encore une fois pour 2000, cela suit une période d'investissement sans précédent en machines et matériel de 1994 à 1998. Cette plateforme de capacité technologique moderne peut expliquer en partie l'optimisme global des fabricants, exprimé lors de la dernière Enquête sur les perspectives du monde des affaires.

Dans ce cadre, la fabrication de véhicules automobiles accuse un décalage de 36,3 %, plusieurs usines ayant terminé leur réoutillage en vue des nouveaux modèles. La fabrication de produits chimiques est en baisse de 27,1 %, à cause de la réalisation des agrandissements d'usines. Par ailleurs, on prévoit des augmentations de 40,0 % et de 21,0 % respectivement pour les raffineries et la fabrication du papier. Avec les hausses prévues dans dix autres branches, cela laisse inchangé le total des investissements des industries manufacturières pour 2000.

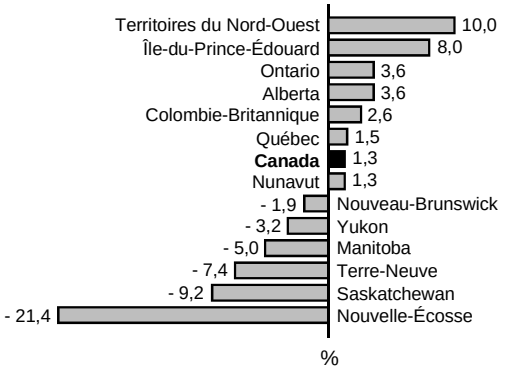
Augmentation du côté des logements neufs

L'investissement en construction résidentielle devrait continuer sa progression en 2000, augmentant de 5,1 % pour atteindre 43,0 milliards de dollars. Cette hausse est principalement attribuable à un gain de 6,1 % de l'habitation neuve, qui atteindra 19,1 milliards de dollars, dans un contexte de niveaux raisonnables des taux hypothécaires et de conjoncture économique généralement favorable. La plus forte hausse (1,2 milliard de dollars) est attendue en Ontario. Le Québec et l'Alberta suivront avec des gains de 474,1 millions et de 144,6 millions de dollars respectivement.

Plusieurs régions prévoient des augmentations

Selon les prévisions, les Territoires du Nord-Ouest et l'Île-du-Prince-Édouard devanceront toutes les autres régions quant au pourcentage de croissance de leurs investissements en 2000, augmentant leurs dépenses de 10,0 % et de 8,0 % respectivement. L'Ontario et l'Alberta prévoient des augmentations de 3,6 % chacune, tandis que la plus forte baisse est attendue en Nouvelle-Écosse (-21,4 %).

Les Territoires du Nord-Ouest et l'Île-du-Prince-Édouard vont surpasser les autres régions quant à l'augmentation de leurs dépenses



Données stockées dans CANSIM: matrices 11500 à 11537.

La publication *Investissements privés et publics au Canada, Perspective 2000* (61-205-XIB, 35 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Les Shinder au (613) 951-2030 ou composez sans frais le 1 877 338-2368 (*shinder@statcan.ca*), ou communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 ou composez sans frais le 1 800 571-0494 (*gilbert@statcan.ca*), Division de l'investissement et du stock de capital. □

Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques

	Année[1]	Immobilisations			Dépenses réelles provisoires de 1999 par rapport aux prévisions de 2000	Dépenses réelles de 1998 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 1999
		Construction	Machines et matériel	Total		
		millions de $			var. en %	
Canada	**1998**	**95 445,7**	**71 931,2**	**167 376,9**		
	1999	**99 773,7**	**74 559,1**	**174 332,8**		
	2000	**104 775,4**	**71 776,7**	**176 552,1**	**1,3**	**4,2**
Terre-Neuve	1998	2 012,8	761,4	2 774,2		
	1999	2 594,2	763,6	3 357,8		
	2000	2 373,8	735,4	3 109,2	-7,4	21,0
Île-du-Prince-Édouard	1998	262,9	199,4	462,3		
	1999	273,1	182,9	455,9		
	2000	304,0	188,2	492,2	8,0	-1,4
Nouvelle-Écosse	1998	2 807,6	1 497,1	4 304,7		
	1999	3 374,0	1 750,5	5 124,4		
	2000	2 465,8	1 564,2	4 029,9	-21,4	19,0
Nouveau-Brunswick	1998	1 750,7	1 295,4	3 046,1		
	1999	2 309,0	1 373,9	3 682,9		
	2000	2 312,0	1 301,8	3 613,8	-1,9	20,9
Québec	1998	16 986,9	14 298,4	31 285,3		
	1999	18 516,2	15 180,2	33 696,4		
	2000	19 072,0	15 126,9	34 198,9	1,5	7,7
Ontario	1998	29 406,7	30 980,2	60 386,8		
	1999	31 970,0	31 509,8	63 479,7		
	2000	34 746,1	30 987,2	65 733,3	3,6	5,1
Manitoba	1998	2 799,0	2 191,6	4 990,6		
	1999	2 714,0	2 438,8	5 152,8		
	2000	2 511,6	2 382,2	4 893,8	-5,0	3,2
Saskatchewan	1998	4 097,9	2 505,2	6 603,1		
	1999	3 984,0	2 767,4	6 751,3		
	2000	3 786,3	2 347,1	6 133,3	-9,2	2,2
Alberta	1998	21 598,3	10 685,9	32 284,2		
	1999	20 729,8	10 561,9	31 291,7		
	2000	23 126,1	9 304,7	32 430,8	3,6	-3,1
Colombie-Britannique	1998	12 786,5	7 268,8	20 055,2		
	1999	12 575,7	7 759,6	20 335,3		
	2000	13 303,5	7 559,3	20 862,8	2,6	1,4
Yukon	1998	140,5	71,1	211,6		
	1999	170,7	79,2	249,9		
	2000	165,6	76,4	242,0	-3,2	18,1
Territoires du Nord-Ouest	1998	795,9	176,8	972,7		
	1999	414,2	132,0	546,2		
	2000	458,7	142,1	600,8	10,0	-43,8
Nunavut	1998	...	...	...		
	1999	149,0	59,6	208,6		
	2000	149,8	61,4	211,2	1,3	...

[1] *Dépenses réelles de 1998, suivies des dépenses réelles provisoires de 1999 et des perspectives de 2000.*
... *N'ayant pas lieu de figurer.*
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.*

Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques

	Dépenses réelles de 1998	Dépenses réelles provisoires de 1999	Perspectives de 2000	Dépenses réelles provisoires de 1999 par rapport aux perspectives de 2000	Dépenses réelles de 1998 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 1999
	millions de $			var. en %	
Total	**167 376,9**	**174 332,8**	**176 552,1**	**1,3**	**4,2**
Installations et équipement	129 962,3	133 423,3	133 565,9	0,1	2,7
Logement	37 414,6	40 909,5	42 986,2	5,1	9,3
Secteur SCIAN					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 709,0	4 643,4	4 709,3	1,4	-1,4
Extraction minière, de pétrole et de gaz	20 146,7	18 217,7	20 938,1	14,9	-9,6
Services publics	7 903,3	8 122,4	7 973,9	-1,8	2,8
Construction	3 077,3	3 268,0	3 425,0	4,8	6,2
Fabrication	20 413,6	20 252,3	20 068,2	-0,9	-0,8
Commerce de gros	2 883,3	2 674,3	2 653,5	-0,8	-7,2
Commerce de détail	3 931,9	4 037,0	4 044,3	0,2	2,7
Transport et entreposage	12 676,7	13 762,7	11 674,3	-15,2	8,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	8 160,8	8 832,4	9 110,5	3,1	8,2
Finance et assurances	12 909,0	13 827,7	12 739,7	-7,9	7,1
Services immobiliers, location et location à bail	8 241,4	8 984,1	8 673,1	-3,5	9,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 058,7	3 306,6	3 353,2	1,4	8,1
Gestion de sociétés et d'entreprises	207,0	184,4	191,2	3,7	-10,9
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	612,7	584,8	503,0	-14,0	-4,6
Services d'enseignement	3 063,4	2 855,4	2 981,8	4,4	-6,8
Soins de santé et assistance sociale	2 171,8	2 866,0	3 032,2	5,8	32,0
Arts, spectacles et loisirs	820,0	941,6	740,0	-21,4	14,8
Hébergement et services de restauration	1 489,2	1 333,6	1 252,8	-6,1	-10,4
Autres services, sauf les administrations publiques	1 243,4	1 146,6	1 128,9	-1,5	-7,8
Administrations publiques	12 243,1	13 582,3	14 372,5	5,8	10,9

Note: *Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.*

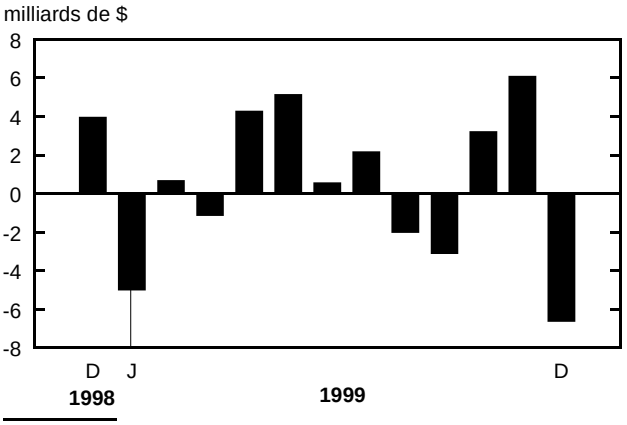
■

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Décembre 1999

En décembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 6,6 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille de titres canadiens, faisant ainsi plus que neutraliser l'investissement de 6,1 milliards de dollars qui avait été enregistré en novembre. Pour ces deux mois, les opérations sur les obligations canadiennes étaient au centre de l'activité. Le désinvestissement observé en décembre a contribué à réduire au niveau le plus faible observé depuis 25 ans l'ensemble des investissements effectués en 1999 par des étrangers dans des titres canadiens.

Investissements étrangers en valeurs mobilières* canadiennes



** Incluent les obligations, les actions et les effets du marché monétaire.*

Les investisseurs canadiens ont encore accru de 2,5 milliards de dollars en décembre la valeur de leur portefeuille de titres étrangers, et plus de quatre cinquièmes de cette somme a été investi dans des actions. Cela a contribué à faire de 1999 une deuxième année record consécutive en ce qui a trait aux investissements dans des titres étrangers, la valeur totale des placements ayant augmenté légèrement par rapport à 1998 pour atteindre 23 milliards de dollars.

Importante diminution de l'investissement étranger dans les obligations canadiennes

Après avoir effectué un important investissement de 6 milliards de dollars en novembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 7,1 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille d'obligations canadiennes en décembre. Des tendances mensuelles irrégulières observées durant la majeure partie de 1999 dans le cas des obligations canadiennes ont donné lieu à un faible investissement de 3,5 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année, ce qui représente le niveau le plus bas observé depuis le début des années 1970.

Pour toute l'année 1999, la valeur de 31,8 milliards de dollars en nouvelles obligations canadiennes offertes sur les marchés étrangers a été le montant le plus faible enregistré depuis 1990, alors que les rachats d'obligations canadiennes détenues par des étrangers ont atteint le chiffre record de 36,5 milliards de dollars. Toutefois, les investisseurs étrangers ont acheté des obligations existantes pour une valeur de 7,8 milliards de dollars (principalement des obligations du gouvernement fédéral acquises sur le marché secondaire), ce qui représente le premier investissement annuel dans ce marché depuis 1996.

La réduction des investissements étrangers dans des obligations canadiennes a eu lieu dans un

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt à court terme ayant augmenté plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada en décembre, le différentiel favorisant les placements aux États-Unis a augmenté à plus de 50 points de base. Le différentiel situé dans la fourchette de 50 à 60 points de base représente la valeur la plus élevée depuis mars 1998, lorsque le différentiel baissait après avoir atteint un sommet de plus de 200 points au milieu de 1997. Le différentiel des instruments gouvernementaux à long terme, qui avait changé légèrement en faveur du Canada durant une partie des mois d'octobre et novembre, est revenu en faveur des placements aux États-Unis par 20 points de base en décembre.

Cours des actions

En décembre, le cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice TSE 300) a enregistré un gain spectaculaire de 11,8 %, qui est venu s'ajouter à la hausse de 3,7 % enregistrée en novembre. L'augmentation subite de fin d'année qu'a connue le cours des actions canadiennes a été suffisante pour dépasser la performance des actions américaines (selon l'indice Standard and Poor's 500) par un rapport de deux à un durant les deux derniers mois de 1999. Jusqu'au mois d'octobre, les cours des actions canadiennes et américaines avaient enregistré des gains similaires (11,9 % contre 10,9 %).

Dollar canadien

Le dollar canadien a connu une excellente année en 1999, gagnant pas moins de 4 cents par rapport au dollar américain. Un gain d'un cent et demi enregistré en décembre a permis à lui tout seul d'atteindre la valeur de clôture de 69,29 cents US, la plus haute depuis avril 1998.

contexte caractérisé par une diminution des besoins en matière de financement pour la plupart des échelons de gouvernement, ainsi que par un différentiel des instruments gouvernementaux à long terme favorisant les placements aux États-Unis pour la majeure partie de l'année.

Les investisseurs étrangers continuent d'accroître la valeur de leur portefeuille d'actions canadiennes, mais réduisent leurs avoirs en instruments du marché monétaire

Les investisseurs étrangers ont terminé l'année en achetant encore des actions canadiennes pour une valeur de 0,7 milliard de dollars en décembre. Cette activité a eu lieu dans un contexte caractérisé par des cours en hausse (gain de 29,7 % en 1999 selon l'indice TSE 300). Ces acquisitions ont permis d'atteindre le chiffre record de 14,2 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année au chapitre des investissements étrangers dans des actions canadiennes, dépassant ainsi légèrement le sommet qui avait été atteint en 1998.

Bien que la majeure partie de ce montant (8 milliards de dollars) ait été réalisée avec de nouvelles émissions d'actions, qui ont trouvé preneur sur les marchés étrangers, les investisseurs étrangers ont aussi acheté des actions existantes pour une valeur importante de 6,1 milliards de dollars en 1999. Toutes les acquisitions effectuées par des étrangers en 1999 (17,0 milliards de dollars) l'ont été par des investisseurs américains, les autres investisseurs étrangers ayant réduit de 2,8 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille.

Une faible réduction des avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien a clôturé une année au cours de laquelle les investisseurs étrangers ont réduit la valeur de leur portefeuille au cours de 10 des 12 mois de 1999, pour un montant cumulatif record de 13,4 milliards de dollars. Ce désinvestissement a touché les instruments du marché monétaire de tous les secteurs, mais en particulier ceux des bons du Trésor fédéral (6,5 milliards de dollars) et des effets de commerce (4,1 milliards de dollars).

Les réductions des avoirs étrangers ont eu lieu partout, mais principalement aux États-Unis, en Europe et en Asie. Le différentiel entre les taux d'intérêt à court terme du Canada et des États-Unis, qui favorisait les placements au Canada par 30 points de base au début de 1999, a changé en faveur des États-Unis par quelque 50 points de base à la fin de l'année.

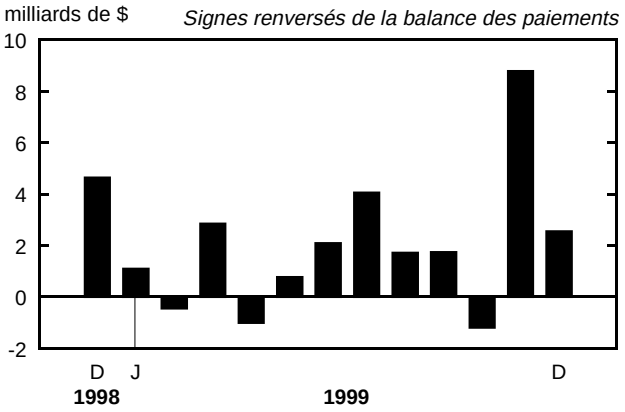
Deuxième année record consécutive pour les investissements canadiens dans des valeurs mobilières étrangères

Les investisseurs canadiens ont encore accru de 2,5 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille de titres étrangers en décembre, principalement des actions, atteignant ainsi le montant annuel record de 23 milliards de dollars.

De ce montant, 20,5 milliards de dollars ont été investis dans des actions étrangères en 1999, grâce notamment à la réception par des investisseurs canadiens d'actions de trésorie de compagnies étrangères ayant effectué des acquisitions directes d'entreprises canadiennes. Environ deux tiers des investissements effectués dans des actions au cours de l'année ont porté sur des titres américains et le reste était composé d'autres actions étrangères.

En décembre, les investisseurs résidents ont acheté des obligations étrangères pour 0,4 milliard de dollars, ce qui a porté l'investissement annuel à 2,4 milliards de dollars, réparti à peu près également entre des obligations du Trésor américain et d'autres obligations étrangères.

Investissements canadiens en valeurs mobilières* étrangères



** Incluent les obligations et les actions.*

Données stockées dans CANSIM: matrices 2328 à 2330, 2378 à 2380 et 4195.

Le numéro de décembre 1999 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XPB, 18 $ / 176 $; 67-002-XIB, 14 $ / 132 $) paraîtra en mars. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Septembre 1999	Octobre 1999	Novembre 1999	Décembre 1999	1998	1999
	millions de $					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	**-3 071**	**3 180**	**6 054**	**-6 578**	**25 006**	**4 199**
Obligations (nettes)	-1 689	2 464	6 047	-7 114	11 790	3 474
Émissions en circulation	948	2 668	3 135	-3 431	-8 879	7 789
Nouvelles émissions	3 526	1 049	3 511	1 189	52 728	31 792
Remboursements	-5 990	-1 752	-1 269	-3 881	-32 937	-36 451
Changement aux intérêts à payer[1]	-173	499	669	-991	878	344
Effets du marché (nets)	-2 418	-982	-571	-209	-264	-13 439
Gouvernement du Canada	-2 497	-2 023	-173	393	-2 446	-6 485
Autres effets du marché monétaire	79	1 040	-397	-602	2 182	-6 954
Actions (nettes)	1 037	1 699	578	745	13 480	14 164
Émissions en circulation (incluent les remboursements)	785	-528	-1657	692	-3 583	6 137
Nouvelles émissions	251	2 226	2 234	53	17 063	8 027
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	**-1 740**	**1 200**	**-8 778**	**-2 542**	**-22 233**	**-22 947**
Obligations (nettes)	-1 989	1 419	-2 861	-437	-7 075	-2 405
Actions (nettes)	249	-219	-5 917	-2 106	-15 158	-20 541

[1] *Les intérêts courus moins les intérêts payés.*

Note: *Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi

Décembre 1999 (données provisoires)

En décembre, le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 2,4 % pour s'établir à 489 220. Après une première moitié de 1999 relativement stable, le nombre de bénéficiaires ordinaires a montré quatre mois consécutifs de diminution. Le Yukon (-9,4 %) et l'Ontario (-6,5 %) en tête, la plupart des provinces et territoires ont enregistré une diminution en décembre. Seulement Terre-Neuve et la Saskatchewan ont enregistré une augmentation. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre de bénéficiaires ordinaires en décembre 1999 était inférieur de 8,1 %.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Déc. 1999[p]	Nov. à déc. 1999	Déc. 1998 à déc. 1999
	données désaisonnalisées		
		var. en %	
Canada	**489 220**	**-2,4**	**-8,1**
Terre-Neuve	34 200	2,9	3,2
Île-du-Prince-Édouard	8 080	-1,2	-7,8
Nouvelle-Écosse	28 220	-4,2	0,6
Nouveau-Brunswick	32 930	-0,2	-3,6
Québec	172 050	-1,1	-3,9
Ontario	99 250	-6,5	-14,4
Manitoba	12 950	-0,5	-7,1
Saskatchewan	11 020	1,4	-10,6
Alberta	28 720	-5,1	-18,8
Colombie-Britannique	56 740	-3,5	-14,7
Yukon	960	-9,4	-17,2
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1 200	-2,4	-4,0
	données non désaisonnalisées		
Territoires du Nord-Ouest	1 020	10,6	..
Nunavut	260	3,1	..

p Données provisoires.
.. Données indisponibles.

Le montant des prestations ordinaires versé a augmenté de 8,6 % de novembre à décembre 1999 pour atteindre 652,0 millions de dollars, pendant que le nombre de demandes reçues augmentait de 14,0 % pour atteindre 234 080.

Nota: Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi durant la semaine comptant la huitième journée du mois. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu durant tout le mois. Ces différentes périodes de référence doivent être prises en considération lorsque des comparaisons sont faites entre les séries. Tout en demeurant à l'intérieur des paramètres de la *Loi sur l'assurance-emploi*, les provinces ou les régions administratives de Développement des ressources humaines Canada possèdent une certaine autonomie dans l'application des procédures administratives touchant les demandes de renouvellement. Donc, les utilisateurs de données doivent prendre en considération que des mouvements dans les niveaux d'un mois à l'autre peuvent être attribuables à l'utilisation de procédures administratives différentes touchant les demandes de renouvellement d'une province ou d'une région à l'autre.

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Déc. 1998	Nov. 1999	Déc. 1999	Nov. à décembre 1999	Déc. 1998 à déc. 1999
	données désaisonnalisées				
				var. en %	
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	532 490	501 159[p]	489 220[p]	-2,4	-8,1
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de $)	719,1	600,6	652,0	8,6	-9,3
Demandes reçues (en milliers)	242,2	205,4	234,1	14,0	-3,3
	données non désaisonnalisées				
				var. en %	
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)[1]	769,1	623,2[p]	713,8[p]	14,5	-7,2
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	570,4	438,5[p]	523,6[p]	19,4	-8,2
Demandes reçues (en milliers)	319,8	285,7	284,6	-0,4	-11,0
Montant versé (en millions de $)	1 008,0	897,4	989,1	10,2	-1,9

	données cumulatives (Janvier à décembre)		
	1998	1999	1998 à 1999
			var. en %
Demandes reçues (en milliers)	2 842,3	2 625,0	-7,6
Montant versé (en millions de $)	11 668,4	11 830,1	1,4

p Données provisoires.
1 L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, à la suite d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie). Dans une certaine mesure, l'augmentation en décembre du nombre de bénéficiaires (non désaisonnalisé) reflète le traitement plus tôt des dossiers par Développement des ressources humaines Canada dans le but d'éviter des problèmes potentiels associés avec le changement de millénaire.

Données stockées dans CANSIM: matrices 26 (série 1,6), 5700 à 5717, 5735 et 5736.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (*labour@statcan.ca*), Division des statistiques du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Données agricoles, Aperçu statistique de l'agriculture canadienne, 1999
Numéro au catalogue: 21-522-XIF
(Gratuit).

Données agricoles, Aperçu statistique de l'agriculture canadienne, 1999
Numéro au catalogue: 21-522-XPF
(Gratuit).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Pour commander les publications par téléphone:

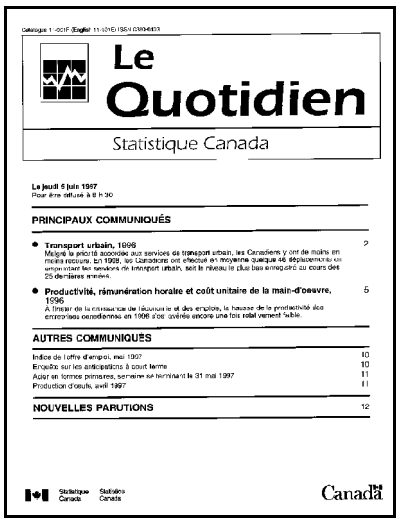
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca),* sous les rubriques *Produits et services, Publications téléchargeables.*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 — 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'œufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.